

Denard, « *collaborateur honnête et loyal* » un hommage appuyé. Déjà, quand, dans les dernières années de mon séjour à Moroni, il m'arrivait d'envoyer à Paris des messages confidentiels qui lui auraient sans doute fort déplu, des amis plus méfiants et peut-être mieux informés m'avaient dit que leur teneur risquait d'être communiquée à Bob par ceux qui appréciaient ses mérites. Cela a-t-il été le cas ? Je ne sais.

Je ne sais pas non plus si le SDECE, devenu DGSE, a initié le coup par lequel leur honnête collaborateur a renversé Djohar mais on imagine mal qu'il se soit lancé dans l'aventure sans de solides assurances et, quelle que puisse être la myopie dont les mauvais esprits accusent parfois nos services spécialisés dans le renseignement, on ne peut croire qu'ils aient ignoré l'entreprise. Voici qu'échappant au contrôle judiciaire à lui imposé, un sexagénaire célèbre abondamment photographié et à la claudication caractéristique, peut, sans attirer l'attention, aller acheter en Norvège un vieux rafiote baptisé *Vulcain*, y embarquer à l'escale d'Amsterdam un armement qui n'était certes pas destiné à la pêche, puis, à Ténériffe, trois douzaines de collaborateurs dont quelques anciens, sans doute déjà bien connus de nos services. Voilà que, renouvelant l'exploit du bateau du *Crabe Tambour*, tout ce joli monde navigue, insoupçonné, quarante-trois jours avant une brutale irruption à Moroni. Voilà qui est bien difficile à avaler.

Comment s'expliquer par ailleurs la présence, parmi les guerriers de l'opération *Azalée*, de quelques agents de la DGSE, même de la branche Action ? Dans ses entretiens avec Philippe Gaillard, Jacques Foccart dit n'avoir appris que par la radio le coup du 27 septembre contre Djohar mais raconte que, le 30 septembre, il avait reçu un coup de fil de Denard. La conversation entre Moroni et Paris était difficilement audible. Il avait

cependant retenu que, selon son interlocuteur, « *des engagements avaient été pris et devaient être tenus* ». Il aurait répondu que la France avait des accords avec les Comores et s'y conformerait puis rendu compte à Jacques Chirac en lui disant qu'il convenait de réagir, faute de quoi la France perdrait la confiance des chefs d'État africains avec lesquels elle avait de semblables accords de défense².

Dès lors, le sort du du chevalier Bob et de sa bande, tous, les pauvres, persuadés que l'élection, en mai 1995 de Jacques Chirac à la présidence de la République leur offrait les plus solides garanties, était scellé.

Quels étaient donc les engagements pris, et qui donc les avait pris ? Jacques Foccart n'en dit rien mais, fin octobre 1995, *La lettre de l'océan Indien* prétendra que

« des agents du service Action de la DGSE ont accompagné, sinon organisé, l'aventure de Denard sans l'aval de leur patron, ni des services du Premier ministre, ni de la présidence française avec pour objectif de faciliter l'installation aux Comores d'une base arrière pour leurs opérations clandestines ».

Voilà encore une bien belle histoire !

En mars 1996, Mohamed Taki, candidat à la présidence de la République, l'emporta au deuxième tour de scrutin avec 64 % des voix. Son rival, Abbas Djoussouf, avait toutes les qualités et, paraît-il, la faveur des Français. Taki avait bien des défauts mais l'appui des notables et la plupart des candidats évincés au premier tour s'étaient désistés en sa faveur contre la promesse d'un portefeuille gouvernemental. Omar Tamou devint ainsi ministre des Transports.

2. Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Centrafrique, Sénégal et Togo.